

CRYSTAL CLEAR

Le Bulletin du Groupe Eau et Assainissement du PPD

numéro 2 **décembre 1999**



Dans le premier numéro de notre bulletin d'information Crystal Clear, notre but était essentiellement de présenter le programme PPD et les 7 projets pilotes qui sont en cours. De nombreuses questions concernant la mise en oeuvre de l'assainissement restent pourtant sans réponse. Dans quelle mesure les partenariats favorisent-ils cette mise en oeuvre au plan local ? Ce numéro apporte un début de réponse à ces questions et explique le rôle et le fonctionnement du Groupe Eau et Assainissement au sein de l'ensemble du programme PPD. Le projet KwaZulu-Natal, à Durban et Pietermaritzburg en Afrique du Sud, fait l'objet d'un autre article de fond de ce numéro : sa particularité est d'être le seul projet qui ait été lancé en réponse directe à l'initiative PPD.

La gestion du partenariat - deuxième partie

.....

Dans notre numéro d'août 1999, nous avons présenté le partenariat tripartite entre le secteur public, le secteur privé et la société civile comme une voie efficace de solution des problèmes posés par l'approvisionnement en eau et l'assainissement dans les villes du Sud en rapide expansion. Nous y avons montré comment la perception de chacun des partenaires avait changé, et présenté les bénéfices potentiels à retirer d'un tel partenariat :

- le secteur public peut répartir l'énorme fardeau technique et financier que représentent l'approvisionnement en eau et l'assainissement tout en permettant un fonctionnement plus efficace qui allège le travail d'une bureaucratie débordée ;

- un certain nombre de garanties permettent au secteur privé de protéger ses investissements et de percevoir des revenus ;
- les organisations représentatives de la société civile occupent une place reconnue et légitime dans ce tour de table, et garantissent ainsi que la voix des communautés locales est entendue.

Nous reconnaissons que notre premier numéro revêtait un certain caractère promotionnel. Désireux de favoriser la création de partenariats tripartites, nous en avons peut-être minimisé la difficulté. Aussi, pour rétablir l'équilibre, nous vous proposons ci-après quelques observations sur les difficultés potentielles et les problèmes que l'on peut rencontrer.

Partenariats : un autre regard

Surmonter les réticences

Une relation tripartite entre secteur public, opérateur privé et société civile est un concept assez récent. Les décisions de former un tel partenariat sont souvent prises au plus haut niveau, et procèdent d'une vision large et à long terme. En revanche, la mise en oeuvre du partenariat est assurée par des responsables de niveau

**BPD Water and Sanitation Cluster
c/o WaterAid**

**Prince Consort House
27-29 Albert Embankment
London SE1 7UB
Royaume-Uni**

Téléphone : +44 (0) 20 7793 4557

Télécopie : +44 (0) 20 7582 0962

Email : bpd@wateraid.org.uk

Site Web : www.bpd-waterandsanitation.org

intermédiaire, qui par tradition n'ont jamais travaillé ensemble. La formation de tels partenariats requiert donc une préparation soignée qui implique tous les niveaux hiérarchiques de l'organisation. Quitte à répéter ce qui semble évident, les partenariats sont *effectivement gérés par des gens qui envisagent les problèmes et les finalités du projet différemment et qui ne travaillent pas de la même façon.*

- Le point de vue des ONG et des organisations communautaires : La notion de " responsabilité sociale " étant à la mode, ces organisations sont de plus en plus souvent invitées à travailler avec le secteur privé. De nombreuses ONG internationales se demandent d'ailleurs si elles ne sont pas mieux placées pour agir de l'intérieur, par le dialogue et des projets communs plutôt que de l'extérieur, par le biais plus traditionnel de leurs campagnes d'actions. Lorsque la direction de l'ONG décide de travailler en collaboration avec le partenaire privé, il lui est parfois difficile de convaincre ses collaborateurs de cette nouvelle façon de travailler et des bénéfices à en retirer.
- Le point de vue du secteur privé : Là encore, les instances supérieures font passer le message qu'il est dans l'intérêt de l'entreprise de travailler en collaboration avec la société civile. Il peut cependant être difficile de convaincre les directeurs de projet de travailler

avec les plus défavorisés des grandes villes. Les facteurs socio-économiques qui entrent en jeu pour transformer ces habitants en clients représentent par ailleurs de nouvelles charges à rajouter au travail quotidien de l'ingénieur chargé du projet.

- Le point de vue du secteur public : Sa tâche est peut-être la plus difficile à cause de la nature très publique de toutes ses actions. Demander aux organismes régulateurs de travailler en partenariat avec les opérateurs qu'ils ont la charge de réguler ajoute encore une dimension au problème. Par ailleurs, une collaboration avec le secteur privé inquiète les syndicats, qui craignent des licenciements, et les communautés qui s'interrogent sur la qualité des services, la responsabilité de l'entreprise et le droit de s'exprimer lors de la prise de décision. En outre, les ONG étaient traditionnellement plutôt considérées comme « adversaires », critiques de l'action du gouvernement et instigatrices de campagnes à son encontre. L'accroissement des attentes constitue un résultat immédiat et visible de la collaboration avec une ONG.

Des conceptions différentes de la notion de temps

Chacun des partenaires a sa propre échelle de temps. Il est dans la nature du secteur privé de chercher à maximiser ses profits assez rapidement. L'action du secteur

public tend à être guidée par des impératifs politiques qui définissent le calendrier de ses actions. Tout en évaluant leur action au sein d'un cadre politique, les ONG travaillent généralement à plus long terme, estimant qu'il faut du temps pour apporter les solutions qui mènent au développement.

Publicité

De part sa nature tripartite, le projet attire beaucoup d'observateurs. Il faut donc comprendre la philosophie de chaque partenaire en matière de publicité. Le secteur privé cherche souvent à utiliser le projet en tant que vitrine pour montrer à des clients potentiels l'aspect social de ses activités. Toute publicité du secteur public est soigneusement contrôlée et orchestrée, dans le temps et dans les faits. En revanche, les ONG ont besoin de flexibilité pour agir tantôt de façon publique, en tant qu'acteur du projet, tantôt à l'abri du public en tant qu'observateur indépendant.

Parler le même langage

De simples termes peuvent parfois fausser la compréhension : les mots électeur, client, bénéficiaire, suggèrent différentes notions et degrés de participation. Des difficultés de communication plus importantes peuvent se poser en matière d'évaluation et de contrôle, de procédures d'autorisation et de rédaction du contrat. Il est fondamental pour chacun de se donner le temps de comprendre l'approche, la terminologie, le financement ainsi que la conception du projet et le mode de communication des autres partenaires.

Différentes manières de prendre les décisions

L'une des difficultés principales du partenariat tient aux différentes manières de prendre les décisions et aux stéréotypes qui s'y rattachent. Le secteur privé est souvent en mesure de prendre plus de risques, ce qui accélère sa prise de décisions ; les entreprises peuvent par ailleurs disposer de fonds plus facilement et en plus grande quantité. Dans le secteur public, les décisions sont influencées par de nombreux facteurs tels que l'opinion publique, l'agenda politique national, le financement international ainsi que d'autres considérations. Enfin, on attend des ONG et organisations communautaires qu'elles adoptent un mode de décision basé davantage sur la consultation et la participation, conformément à leur mode de financement.

Surmonter les obstacles

Les prochains numéros traiteront de la façon de surmonter ces obstacles. Nous aborderons ainsi différents sujets :

- Comment aider au mieux les champions du partenariat au sein de leur organisation. Pour qu'il soit durable, *le changement de culture demande une préparation soignée.*
- *Des accords solides de coopération.* Les accords doivent préciser clairement les rôles et responsabilités de chaque partenaire. Il faudra donc longuement négocier pour déterminer le " qui, comment, quoi, où " et " quand " de la gestion

du projet. Il faudra aussi prendre le temps de répondre au " pourquoi " afin de s'assurer que chaque partenaire comprend le point de vue et les objectifs des autres.

- *Les accords financiers* doivent faire partie intégrante de l'accord de coopération. Ceux-ci peuvent pourtant garder une certaine flexibilité qui permette d'incorporer les changements dans la situation de l'un ou plusieurs des partenaires. Une organisation peut ainsi recevoir un financement externe qui n'était pas prévu ; une communauté peut changer d'avis sur ses objectifs.
- *Le mode de fonctionnement entre partenaires* doit aussi être clairement indiqué dans les accords. Comment devront-ils

pour s'adapter aux changements ? Que se passe-t-il lors d'un changement de responsable ? Comment les obstacles et difficultés sont-ils intégrés comme autant d'enseignements pour l'équipe chargée de la mise en place du projet au sein du partenariat ?

Ces problèmes constitueront la priorité du Groupe Eau et Assainissement dans les prochains mois.

Le défi de l'assainissement dans les villes

Beaucoup de gens qui vivent à El Alto, en Bolivie ne peuvent pas dépenser les 500 ou 1 000 dollars



concrètement travailler ensemble ? La direction du projet sera-t-elle assurée par un comité de pilotage, par équipes de projet, par réunions mensuelles, etc. ?

- Il convient d'évaluer non seulement les résultats du projet, c'est à dire l'amélioration du service d'eau et de l'assainissement pour la collectivité concernée mais aussi *d'essayer d'évaluer le partenariat* lui-même. Fait-t-il suffisamment preuve de flexibilité

américains nécessaires que coûte le raccordement au réseau d'assainissement de leur maison. Ces paysans et mineurs Quechua et Aymara qui ont émigré à la ville ne gagnent, en moyenne, que 100 à 120 dollars par mois. Ils sont pourtant prêts à payer environ 155 dollars pour un branchement au service d'eau, mais l'assainissement ne devient une priorité que lorsque leur consommation d'eau, relativement faible jusqu'alors, augmente en

moyenne de 50 %. Le consortium qui avait obtenu la concession a ainsi été confronté à un problème : les termes de la concession prévoyaient en effet que tout nouveau branchement au service d'eau et aux égouts dans la région de La Paz/El Alto devait être un branchement individuel.

A Karachi, au Pakistan, le projet pilote Orangi a identifié au moins quatre raisons pour lesquelles les projets d'assainissement sont plus difficiles à mettre en oeuvre que l'approvisionnement en eau. Il existe une *barrière culturelle et psychologique* : les gens ne comprennent pas l'importance de l'assainissement ou estiment que c'est au gouvernement de s'en occuper. De plus, les communautés qui vivent dans ces quartiers défavorisés et non-structurés des grandes villes manquent de cohésion sociale si bien qu'une *barrière sociale* se forme, ce qui complique la mise en place d'un projet. Le problème principal est néanmoins une *barrière économique* : les solutions d'assainissement sont beaucoup trop chères pour les habitants et les services gouvernementaux de nombreuses villes dans les pays en développement. Enfin, les problèmes sont amplifiés par des *barrières techniques* : l'absence du savoir-faire nécessaire à la construction d'une infrastructure simple et peu onéreuse pour la collecte et le traitement des eaux usées.

Que ce soit à Edendale en Afrique du Sud où l'on manque d'eau ou

bien à Port-au-Prince en Haïti où les bidonvilles sont constamment inondés d'eaux usées porteuses de maladies, le défi de l'assainissement doit être relevé. Le nombre de publications mentionnant que l'assainissement est le premier pas essentiel de toute tentative sérieuse d'éradication de la pauvreté, ne cesse d'augmenter.

L'un des bienfaits principaux d'un accès à l'assainissement est la réduction importante des dépenses de santé liées à la pauvreté. Les familles qui vivent dans un environnement sain n'ont pas besoin de payer de frais médicaux, d'interrompre leurs activités, ou de puiser dans leurs économies. Une étude menée à Khulna, au Bangladesh, a montré que de lourdes dépenses de santé mènent inévitablement à l'endettement et à la malnutrition de toute la famille. Au Pérou, en 1991, une épidémie de choléra, probablement due à la contamination des produits de la mer par les eaux usées, provoqua une perte d'un milliard de dollars en exportations agricoles et recettes touristiques. Ces pertes furent 300 % plus importantes que l'ensemble des sommes investies dans les services d'eau et d'assainissement pendant les années 80'. On n'accorde enfin pas assez d'importance aux bienfaits de l'assainissement pour les femmes vivant en milieu défavorisés en termes d'intimité, de dignité et de sécurité.

Pour relever le défi, il faut d'abord changer les mentalités en matière d'assainissement. Bien que la

déclaration *Vision 21* (une initiative du Conseil de Concertation décrivant l'accès universel à l'eau et à l'assainissement au 21ème siècle) mentionne que l'approvisionnement en eau et l'assainissement sont intimement liés, on ne considère souvent l'assainissement que dans la seconde phase des projets. Pour une personne sans eau potable, trois n'ont pas accès à l'assainissement. Seule une petite fraction du financement global pour le secteur de l'eau et de l'assainissement est effectivement orientée vers des projets d'assainissement.

Il faut cependant souligner que la disposition du financement ne constitue pas la panacée pour la solution du problème. Dans le quartier défavorisé d'Orangi à Karachi, les résidents, conseillés par le projet pilote Orangi, ont financé et construit eux-mêmes 6 000 conduites et 400 collecteurs ; ils ont ainsi connecté 88 000 foyers au réseau d'égout. Cependant le plan d'assainissement du Grand Karachi ne prend pas en compte ces initiatives locales malgré le fait que ce type de projets financé localement corresponde aux besoins de tant de personnes. L'usine de traitement construite selon ce plan ne fonctionne ainsi qu'à une fraction de sa capacité. Selon le projet pilote Orangi estime qu'en conséquence 400 millions de roupies, soit 7 millions de dollars, auraient été gaspillées.

Cet exemple est l'une des raisons pour lesquelles des mesures ont désormais été prises pour rapprocher les communautés locales, les ONG, les entreprises ainsi que les gouvernements et les grandes

institutions financières. Il s'agit d'encourager les communautés et les ONG à approcher les gouvernements ainsi que les institutions financières pour défendre auprès d'eux leurs idées. Ces derniers commencent à reconnaître, pour leur part, l'importance des communautés et des ONG dans la mise en place des projets.

Les 7 projets du Groupe Eau et Assainissement commencent d'ailleurs à faire apparaître des réponses au déficit de l'assainissement fondées sur les expériences de terrain. A El Alto, Aguas del Illimani a choisi d'installer dans chaque immeuble collectif un système d'assainissement, réduisant considérablement le coût par habitant. Ce système relie les foyers aux égouts principaux grâce à des tuyaux installés à faible profondeur sous les maisons ou sous les trottoirs, en évitant de passer sous les routes où des véhicules lourds pourraient les endommager.

A Edendale, on essaie de mettre au point un système pour ré-utiliser les eaux usées « grises » en adoptant le principe de la pyramide des besoins domestiques : l'eau de lessive pourrait être ré-utilisée dans la chasse d'eau par exemple. Les problèmes techniques sont complexes et les risques pour la santé doivent être soulignés, mais une telle solution pourrait néanmoins se justifier dans le contexte de pénurie d'eau d'Edendale.

Certaines communautés locales commencent à prendre elles-mêmes les choses en main, sans l'intervention des ONG ou du gouvernement.

A Port-au-Prince, les usagers paient les seaux d'eau qu'ils prélèvent aux bornes fontaines, l'argent étant utilisé pour payer les frais d'entretien. Mais les problèmes sanitaires sont tels que la communauté décide parfois d'utiliser une partie de l'argent pour construire de simples canalisations de drainage, d'améliorer l'assainissement ou bien pour organiser le ramassage des ordures ménagères.

Derrière ces innovations techniques, économiques et financières, on retrouve l'importance des infrastructures sociales. Que ce soit à El Alto, Port-au-Prince ou Dhaka, les solutions envisagées ne porteront leurs fruits que dans la mesure où les communautés concernées sont prêtes à assumer leur part de responsabilité. Ce sont les organisations communautaires qui soutiennent les projets et les font fonctionner. Comme pour toute infrastructure matérielle, il faut du temps, des efforts et de l'argent ainsi qu'un engagement. Ces



infrastructures sociales ont aussi un rôle fondamental à jouer dans le changement de comportement et des habitudes culturelles en matière d'hygiène.

En conclusion, permettre à la moitié de la population de la planète d'avoir accès à l'assainissement est l'un des aspects les plus difficiles mais

aussi des plus bénéfiques des problèmes liés au développement. Les professionnels du secteur de l'eau et de l'assainissement reconnaissent qu'ils doivent faire plus, et ce de façon plus créative dans les années à venir, une tâche à laquelle PPD à l'intention de contribuer activement.

(Synthèse effectuée par Eric Gutierrez)

¹Wright, A. M. (1997) *Toward a Strategic Sanitation Approach : Improving the Sustainability of Urban Sanitation in Developing Countries.* (Vers une stratégie de l'assainissement : Améliorer la durabilité de l'assainissement en milieu urbain dans les pays en développement), Programme Eau et Assainissement de l'UNDP et de la Banque Mondiale.

Le projet KwaZulu-Natal du PPD

De fortes inégalités en matière de desserte en eau et en assainissement caractérisent l'histoire de l'Afrique du Sud. Il s'agit aujourd'hui d'étendre les services des zones urbaines à population dominante blanche aux townships (quartiers noirs) qui ont désormais été intégrés aux nouvelles

municipalités, ce qui grève lourdement les finances de celles-ci. Cependant, l'Afrique du Sud bénéficie par ailleurs d'un fort potentiel en termes de capacité technique et d'ingénierie, ainsi que de systèmes modernes éducatif, politique et juridique et de marchés financiers.

Durban et Pietermaritzburg sont les deux villes principales de la province de KwaZulu-Natal. La population de l'agglomération de Durban Metro est passée de 1 à 3 millions d'habitants en quelques années après l'intégration de plus de 30 municipalités et anciens townships. Pietermaritzburg et l'ancien township d'Edendale ne forment désormais qu'une seule municipalité de 450 000 habitants dont 238 000 vivent dans le Grand Edendale.

Vivendi Water-Générale des Eaux et l'ONG Mvula Trust, ont, en association avec Umgeni Water, proposé à Durban Metro et à la ville de Pietermaritzburg de mettre en place un projet PPD. Les projets pilotes visent à améliorer l'approvisionnement durable en eau saine et l'assainissement pour les populations urbaines et péri-urbaines défavorisées.

Les acteurs

- Le secteur public :
 - Durban Metro via les Services d'Eau de Durban Metro ;
 - Pietermaritzburg (conseil municipal de transition) ;
 - Umgeni Water, la compagnie d'eau régionale qui dépend du gouvernement central, via le Ministère de l'eau ;
 - L'organisme national Water Research Commission.
- Le secteur privé :
 - Vivendi Water-Générale des Eaux.
- La société civile :
 - Mvula Trust, une importante organisation nationale à but non lucratif.

Six zones ont été retenues pour les projets pilotes :

- Durban :
 - Amatikwe (environ 5 000 personnes) ;
 - Bhambayi (Inanda) (un quartier non structuré d'environ 7 000 personnes) ;
 - Ntuzuma G (environ 5 000 personnes).
- Pietermaritzburg :
 - Ashdown (ancien quartier développé de 6 000 habitants) ;
 - Newtown (ancienne implantation semi-rurale de 5 000 habitants à faibles revenus) ;
 - Imbali (Edendale) (zone structurée de 29 000 habitants).

Les objectifs

- Fournir des services d'eau et d'assainissement acceptables à un prix raisonnable et/ou moderniser les services qui existent déjà dans certaines zones pilotes.
- Lancer des campagnes de sensibilisation et d'éducation sur les problèmes de conservation de l'eau, sur l'hygiène et sur la santé.
- S'assurer que la communauté est associée aux décisions concernant la mise en œuvre de ces services.
- Introduire l'idée de récupération des coûts comme l'un des éléments permettant la durabilité du projet.
- Faire un lien entre la livraison de l'eau potable et l'assainissement.
- Aborder les problèmes de pertes d'eau, d'exploitation et d'entretien des installations.

- Adapter la gestion de la clientèle.
- Avoir recours à des entreprises locales.

Le budget du projet, d'un montant de 2.5 millions d'euros, provient des partenaires et d'organismes tiers. Les discussions préliminaires concernant un projet pilote tripartite ont commencé à Pietermaritzburg en février 1998, et en juillet 1998 à Durban Metro. Les accords de coopération ont été signés en mars 1999. Les projets devraient se terminer fin 2001.

Les points à retenir à ce jour

La première leçon à tirer de ce projet est le temps nécessaire à l'établissement d'un partenariat solide. Il est fondamental d'établir un mode de gestion qui définisse précisément le rôle et les responsabilités de chacun par des accords de coopération, signés entre les différents partenaires. Ces accords précisent aussi les responsabilités financières de chacun. Un comité de pilotage pour chaque ville a été établi. Il se réunit deux fois par an et comprend des représentants au plus haut niveau de chaque organisation, des conseillers municipaux des quartiers concernés et des observateurs provenant des syndicats. Une équipe de projet se réunit tous les mois et est chargée de planifier et coordonner la mise en place des projets.

L'association Mvula Trust a été choisie pour assurer la gestion des relations avec la communauté ainsi que les activités de sensibilisation et d'éducation, essentielles au succès des projets ; des ateliers d'éducation sanitaire (ou PHAST pour Participatory Health

and Sanitation Transformation) sont organisés sur place avec les résidents. Des programmes d'éducation sanitaire ciblent aussi les écoles primaires et secondaires.

En ce qui concerne les aspects techniques des projets, il faut noter tout particulièrement la façon dont les structures communautaires se sont responsabilisées ainsi que leur désir d'encourager et de développer l'activité des nouveaux entrepreneurs. Les marchés de travaux qui prévoient la fourniture des équipements et l'appel à une main d'œuvre locale représentent en effet une alternative pratique aux contrats traditionnels, qui correspond tout à fait à l'approche du PPD.

Le contrat est ainsi structuré de façon à ce que sa composante principale soit la main d'oeuvre. L'entrepreneur doit obligatoirement employer des gens du quartier, qualifiés et non-qualifiés, avant d'envisager l'embauche de main d'oeuvre " externe ". Ainsi, 199 hommes et femmes de la ville d'Ashdown ont reçu une formation et travaillent à l'amélioration des services d'eau et d'assainissement. La moitié du chiffre d'affaires a ainsi été reversée à la main d'oeuvre locale, aux artisans et aux agents de liaison de la communauté. Le chantier est géré au jour le jour, ce qui permet de répondre rapidement aux problèmes et aux évolutions inhérentes à ce type de chantier. Un entrepreneur local a de même été chargé d'installer des canalisations d'eau à Amatikwe et 89 personnes

ont ainsi été employées pour la durée des travaux. Cette approche sera aussi appliquée à d'autres phases de construction, à Bhambayi et Ntuzuma.

(article écrit par les partenaires du projet)

Présentation de l'ensemble du programme PPD

Le Groupe Eau et Assainissement constitue l'un des quatre groupes du programme Partenaires Professionnels pour le Développement (Business Partners for Development, BPD). Cette initiative qui travaille par



projet a été lancée pour étudier, soutenir et promouvoir la participation des entreprises du secteur privé comme partenaires des gouvernements et de la société civile pour permettre aux communautés locales défavorisées d'accéder au développement. Ce réseau informel de partenaires vise à montrer que des collaborations tripartites pourraient être utilisées dans le monde entier pour répondre aux besoins régionaux et nationaux, pour le bénéfice de tous. Au sein de PPD, chaque groupe travaille sur un certain nombre de projets phares qui représentent différents challenges pour les partenariats.

- Le Groupe Eau et Assainissement a pour objectif de fournir de l'eau saine et des solutions d'assainissement efficaces pour la population défavorisée croissante des villes dans les pays en développement. Le groupe est dirigé par un comité composé de représentants de chaque secteur qui se réunit deux fois par an. Le Secrétariat est basé dans les locaux de WaterAid à Londres ; son rôle est de soutenir la notion de partenariat et de partager les enseignements.
- Le Groupe Ressources Naturelles a pour objectif de montrer de façon concrète comment des

partenariats avec les groupes miniers, gaziers et pétroliers peuvent contribuer de façon positive à un développement bénéfique à l'ensemble de la communauté, durable d'un point de vue économique, social et environnemental. Le Secrétariat est basé dans les locaux de Care International à Londres.

- Le Partenariat Mondial pour le Développement des Jeunes vise, par le biais de partenariats, à renforcer et promouvoir le développement positif des jeunes, en ce qui concerne entre autres l'éducation, la formation professionnelle, l'informatique, la

santé et la nutrition. Son Secrétariat est basé à la Fédération Internationale de la Jeunesse, à Baltimore, Maryland, aux Etats-Unis.

- Le Partenariat Mondial pour la Sécurité Routière a pour but, grâce à des partenariats, de développer les capacités des organisations locales et d'augmenter l'aptitude des professionnels à traiter de façon active les problèmes de sécurité routière. Son Secrétariat est basé à Genève en Suisse, dans les locaux de la Fédération Internationale de la Croix Rouge et du Croissant Rouge.

Le Centre de Ressources forme un cinquième groupe qui recueille,

la Banque Mondiale. Les coûts de fonctionnement des projets pilotes sont couverts par les sponsors et par les partenaires qui y participent.

Quelques dates à retenir

10^{ème} Congrès de l'Union Africaine des Distributeurs d'Eau

Partenariat et Développement Durable pour l'Eau et l'Assainissement
19 au 25 février 2000, Durban, Afrique du Sud.

Ce congrès mettra en évidence l'importance des partenariats ainsi que la prise de conscience de leur nécessité afin d'envisager un

Ce Forum marquera la conclusion d'une série de consultations à l'échelle mondiale. La déclaration Vision pour l'Eau dans le Monde sera présentée et un Plan d'action annoncé. Le Salon Mondial de l'Eau, exposition interactive pour les entreprises et les organisations internationales, aura lieu en même temps.

World Water Forum Project Secretariat

Ministry of Foreign Affairs,
(DML/PS), PO Box 20061,
2500 EB La Hague, Pays-Bas

Téléphone : + 31 70 348 5402

Télécopie : + 31 70 348 6792

Email : secretariat@worldwaterforum.org

Site Web : www.worldwaterforum.org

1^{er} Congrès Mondial de l'Association Internationale de l'Eau

3 au 7 juillet 2000, Paris, France

Le congrès abordera des sujets liés à la recherche (science et technologie) et aux applications (exploitation et gestion). Plus de 1 000 délégués se réuniront pour discuter de la gestion de l'approvisionnement en eau, de la production et la distribution d'eau potable, de la collecte et du traitement des eaux usées. Une exposition sur les technologies, les équipements et les services sera organisée en parallèle.

Aghtm-cfrp

83 Avenue Foch, BP 39.16,
75761 Paris Cedex 16, France

Téléphone : +33 1 53 70 13 51 ou 53

Télécopie : +33 1 53 70 13 40

Email : aghtm@aghtm.org

Site Web : www.iwahq.org.uk/paris2000



analyse, transmet les enseignements sur l'ensemble des expériences de partenariats tripartites entre le secteur privé, les gouvernements et la société civile. Son Secrétariat est basé dans les locaux de Civicus, à Washington DC aux Etats-Unis. Sa présidence est assurée conjointement par le Prince of Wales Business Leaders Forum et le Groupe Banque Mondiale.

Les groupes du PPD sont financés directement ou en nature par les partenaires du secteur privé ainsi que par certaines fondations et organismes donateurs tels que le Ministère Britannique pour le Développement International et

développement durable pour l'approvisionnement en eau. Au programme, des visites techniques et une exposition internationale d'équipements et d'installations utilisés dans le secteur de l'eau.

Congress International

18 Rapson Road, Morningside 4001,
Durban, Afrique du Sud

Téléphone : + 27 31 312 3494 ou 312 3442

Télécopie : + 27 31 303 5875

Email : ci@dbn.lia.net

Site Web : <http://uaws.umgeni.co.za>

2^{ème} Forum Mondial de l'Eau et Conférence Ministérielle

17 au 22 mars 2000, La Hague, Pays-Bas